

## **Pour voir le jour et être rentables, les projets de pipeline devraient être financés par les contribuables, selon un rapport**

**Québec, le 19 juin 2025** — Pour voir le jour et être rentables, les éventuels projets de pipelines discutés au Canada devraient en grande partie être financés par les impôts des Canadien-ne-s, [selon un nouveau rapport économique publié par Nature Québec](#). L'étude, réalisée par des chercheurs de l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM, présente les impacts de la relance éventuelle de projets de transport d'énergie fossile canadienne sur l'économie du Québec.

En publiant cette étude, Nature Québec souhaite guider la prise de décisions des gouvernements québécois et canadien en lien avec le développement et le financement de nouvelles infrastructures de transport de pétrole et de gaz. L'étude révèle qu'en plus d'être extrêmement coûteux pour les contribuables, ces projets n'auraient que très peu de retombées économiques au Québec après leur construction. « Le Québec serait perdant sur toute la ligne en acceptant de nouveaux pipelines sur son territoire », explique Anne-Céline Guyon, analyste climat-énergie chez Nature Québec.

Le 2 juin dernier, le premier ministre Legault s'exprimait sur les projets de pipeline et affirmait que le Québec allait « regarder les impacts environnementaux » et « les impacts économiques » pour évaluer la réponse de la province face à un nouveau projet de pipeline sur son territoire. En se penchant sur l'état réel du marché des énergies fossiles dans le monde et en étudiant les coûts et les retombées de trois projets hypothétiques de pipelines, l'étude montre que la rentabilité de ces projets est compromise sans financement public puisque la demande n'est pas au rendez-vous.

« Les marchés d'énergies fossiles sont très risqués et le seront de plus en plus dans les années à venir. La capacité de production du pétrole et du gaz naturel à travers le monde dépasse la demande prévue pour ces énergies », soulignent Vincent Jean-Lévesque et Éric Pineault, les auteurs de l'étude, respectivement chercheur-doctorant et professeur à l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM.

**Des coûts exorbitants, un marché risqué et du financement public**

En se basant sur les modèles de financement des projets d'infrastructures pétrolières comme l'oléoduc Trans Mountain, les coûts totaux d'un oléoduc comme Énergie Est, qui devrait être construit entièrement sur 4 500 km, avoisineraient aujourd'hui les 157 milliards de dollars. Quant à une infrastructure gazière impliquant à la fois un gazoduc et une usine de liquéfaction, comme GNL Québec, les coûts s'élèveraient à 30,6 milliards de dollars. Des investissements colossaux qui, pour l'instant, n'ont pas de promoteurs et demanderaient très certainement un financement public pour pouvoir voir le jour et espérer être rentables.

Les différentes études consultées sur les projections de la demande pour le pétrole et le gaz abondent toutes dans le même sens : la production mondiale de pétrole excède désormais la demande. Une situation similaire va se présenter à court terme pour le gaz naturel, créant un contexte de marché risqué pour les producteurs. De plus, la réduction nécessaire de la consommation d'énergie fossile à l'échelle mondiale au cours des prochaines décennies entraînera une augmentation des risques associés aux projets fossiles misant sur la poursuite de cette consommation. Dans ce contexte, on peut prédire que plus le temps avance, plus il sera nécessaire aux infrastructures fossiles d'obtenir un soutien financier et des concessions de la part des États.

**Des retombées économiques qui n'en valent pas la chandelle**

L'étude rappelle que les projets d'infrastructures de transport d'énergie fossile évoqués dans les derniers mois visent à exporter le pétrole et le gaz de l'Ouest canadien vers les marchés mondiaux, et non à fournir le marché québécois. Elle confirme ensuite que les retombées économiques pour le Québec seraient presque exclusivement générées lors de la phase de construction des infrastructures.

« Paradoxalement, si un projet de transport d'énergie fossile génère beaucoup d'emplois et d'activités sur le territoire lors de sa construction, en situation de marché du travail serré et de pénurie relative de main-d'œuvre, cela pourrait ralentir la réalisation d'autres projets énergétiques plus structurants pour le Québec, comme ceux qui visent à augmenter l'offre d'énergie renouvelable et le déploiement du plan d'action d'Hydro-Québec », souligne l'étude.

« Cette étude montre qu'il ne sera jamais dans l'intérêt de la population canadienne et québécoise de gaspiller notre argent public dans des projets d'énergie fossile qui n'ont aucun avenir dans un marché en déclin. Nos impôts et notre énergie doivent être investis à la bonne place. Il y aurait tellement mieux à faire pour aider notre société et notre économie, comme du logement abordable et écoénergétique, du transport collectif ou encore le développement de projets d'énergies renouvelables », explique Mme Guyon.

« Nous invitons le premier ministre Legault à prendre acte des résultats de cette étude et à fermer la porte une bonne fois pour toutes à de nouveaux pipelines sur le territoire québécois », conclut Alice-Anne Simard, directrice générale de Nature Québec.

[Lire le rapport](#)

-30-

### **Contact média**

Lucie Bédet, Chargée de communication Nature Québec

418 648-2104 poste 121

[lucie.bedet@naturequebec.org](mailto:lucie.bedet@naturequebec.org)

### **À propos de Nature Québec**

Nature Québec est un organisme national sans but lucratif œuvrant à la conservation des milieux naturels et à l'utilisation durable des ressources depuis 1981. Appuyée par un réseau de scientifiques, son équipe mène des projets et des campagnes autour de 4 axes : la biodiversité, la forêt, l'énergie et le climat, ainsi que l'environnement urbain. L'organisme regroupe plus de 145 000 membres et sympathisant-e-s, 30 groupes affiliés et est membre de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). En ville comme en région, Nature Québec sensibilise, mobilise et agit en vue d'une société plus juste, à faible empreinte écologique et climatique, solidaire du reste de la planète.

Pour en savoir plus : [naturequebec.org](http://naturequebec.org)